

M.E.S., Numéro 138, janvier – février 2025

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

---

***Revue Internationale des Dynamiques Sociales***  
***Mouvements et Enjeux Sociaux***  
*Kinshasa, janvier - février 2025*



## EFFICACITE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN RD CONGO :

*Analyse empirique.*

par

**Jean-Pierre KHONDE MABIALA**

*Maître en Gestion de la Politique Economique, en Gouvernance des Organisations  
pour le Développement International et chercheur*

**Trésor TSHIMUANGA MUAMBA**

*Maître en Macroéconomie appliquée et Chercheur  
(Tous) Faculté des Sciences Economiques et de Gestion  
Université de Kinshasa*

### Résumé

*Ce travail examine l'effet de l'aide au développement sur la croissance économique en RDC. Il poursuit comme objectifs, d'évaluer l'efficacité de l'aide au développement dans un environnement macroéconomique propice au décollage économique de la RDC.*

*En effet, l'étude fait référence au modèle développé par Burnside et Dollar (1997, 2000) tout en tenant compte de la spécificité de la RDC. La période d'analyse s'étend de 1985 à 2022. Les principaux résultats empiriques de cette étude révèlent qu'à long et court terme, l'aide au développement génère un effet positif mais non significatif sur la croissance économique. Par contre, l'effet croisé aide-environnement macroéconomique, exerce un impact négatif et significatif sur la croissance économique à long et court terme dans ce pays. Malgré la stabilité du cadre macroéconomique observée ces deux dernières décennies, les résultats de cette étude rejettent la thèse de Burnside et Dollar (2000), selon laquelle l'aide au développement ne serait efficace et n'affecterait positivement la croissance économique que dans les pays qui mettent « en œuvre de « bonnes » politiques macroéconomiques.*

*La présente étude recommande une orientation rationnelle de l'aide au développement. En d'autres termes, il est utile que cette aide soit conditionnée à l'adoption de politiques appropriées (orientée vers les secteurs productifs), comme celles favorables à la réduction de la pauvreté et des inégalités.*

**Mots-clés :** *Aide publique, environnement macroéconomique, croissance, modèle ARDL.*

### Abstract

*This work examines the effect of development aid on economic growth in the DRC. Its objectives are to evaluate the effectiveness of development aid in a macroeconomic environment conducive to the economic takeoff of the DRC.*

*Indeed, the study refers to the model developed by Burnside and Dollar (1997, 2000) while taking into account the specificity of the DRC. The analysis period extends from 1985 to 2022. The main empirical results of this study reveal that in the long and short term, development aid generates a positive but not significant effect on economic growth. On the other hand, the cross effect of aid and the macroeconomic environment has a negative and significant impact on long and short-term economic growth in this country. Despite the stability of the macroeconomic framework observed over the last two decades, the results of this study reject the thesis of Burnside and Dollar (2000), according to which development aid would only be effective and would positively affect economic growth only in countries who "implement "good" macroeconomic policies.*

*This study recommends a rational orientation of development aid. In other words, it is useful for this aid to be conditional on the adoption of appropriate policies (oriented towards the productive sectors), such as those favorable to the reduction of poverty and inequalities.*

**Keywords :** *Public aid, macroeconomic environment, growth, ARDL model.*

### INTRODUCTION

Après la seconde guerre mondiale, le monde a connu une profonde mutation tant politique qu'économique ayant conduit à l'avènement du plan marshal. L'aide au développement fut l'une des stratégies visant à promouvoir la croissance économique des pays et contribuer ainsi à la réduction de la précarité sociale de la population. Sur le plan économique, comme sur le plan politique, ce programme fut un succès. Après le redécollage des économies européennes, certains chercheurs, les acteurs multilatéraux, bilatéraux et les sociétés civiles se sont ainsi penchés sur l'aide au développement dans les pays en développement. Le développement des pays tels que Singapour, Taiwan et Corée du Sud est souvent cité comme réussite de l'aide internationale. Le décollage de ces dragons d'Asie, est considéré comme des cas d'écoles en matière de la promotion du développement à partir de l'aide étrangère.

Dans les années 1950 et 1960, l'aide était souvent perçue comme un moyen d'accélérer la modernisation des économies en développement. Walt Rostow, dans son ouvrage *Les étapes de la croissance*

économique, soutenait que l'aide extérieure pourrait favoriser le "décollage" économique des pays en développement. Cependant, cette perspective a été critiquée pour son manque de prise en compte des réalités locales et de la diversité des contextes nationaux. Plus tard, dans les années 1980 et 1990, des voix telles que celle d'Amartya Sen ont mis l'accent sur l'importance des capacités humaines et de la liberté individuelle dans la définition du développement. Sen a souligné que le développement ne devrait pas être simplement mesuré par des indicateurs économiques, mais devrait plutôt se concentrer sur l'amélioration des opportunités pour les individus d'atteindre ce qu'ils estiment être une vie épanouissante.

Depuis des décennies, la littérature empirique met en évidence un débat persistant sur l'efficacité de l'aide publique au développement. Certains chercheurs soulignent que l'aide publique au développement peut contribuer à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique et à l'amélioration des indicateurs sociaux. Cependant, d'autres mettent en doute son impact réel en raison de divers problèmes, tels que la conditionnalité, la corruption, et la dépendance des pays bénéficiaires.

Dans un célèbre article intitulé « Aid, Policies, and Growth », publié en 1997 et mis à jour en 2000, Burnside et Dollar ont utilisé des modèles économétriques pour examiner la relation entre l'aide internationale et la croissance économique. Ils ont introduit un indicateur composite pour évaluer la qualité des politiques économiques des pays bénéficiaires. Leurs conclusions suggèrent que l'efficacité de l'aide est étroitement liée à la qualité des politiques en place ; elle a un impact positif dans les pays dotés de politiques saines, mais peut avoir des conséquences négatives dans les pays dotés de politiques moins favorables. Des études similaires, comme celles d'Alesina et Dollar (2000) et de Rajan et Subramanian (2008), ont également que l'aide tend à être plus efficace dans les pays dotés d'institutions solides, mais que son impact diminue à mesure que les niveaux de revenu augmentent. Cependant, des recherches des années 1980 et 1990, notamment les travaux de Bauer (1984) et de Berg (1996), remettent en question cette vision, concluant que l'aide n'a que peu ou pas d'effet positif sur la croissance, et suggérant même une corrélation négative entre l'aide et la croissance économique.

William Easterly, à travers plusieurs études (1997, 1999, 2001, 2005a), critique les modèles économiques classiques tels que le paradigme Harrod-Domar et le « déficit de financement », les considérant comme dépassés et inadéquats pour analyser les processus de développement. En 2003, il remet en question l'efficacité de l'Aide publique au développement (APD), soulignant l'importance des facteurs institutionnels et politiques, tout en affirmant que la relation entre APD et croissance n'est pas toujours positive. Dans la même veine, Easterly, Levine et Roodman (2004) contestent les conclusions de Burnside et Dollar, affirmant que l'efficacité de l'aide est influencée par d'autres facteurs, comme la qualité des institutions des pays bénéficiaires. Dambisa Moyo (2009) soutient également que l'aide a souvent été préjudiciable aux pays africains en favorisant la dépendance, la corruption et en décourageant les initiatives économiques locales, plaidant plutôt pour une réorientation vers des sources de financement alternatives, comme les investissements privés.

Pour mettre en évidence l'efficacité de l'aide au développement, les donateurs se sont souvent appuyés sur les taux de croissance économique des pays bénéficiaires. Alors que de nombreux pays africains ont connu une croissance économique significative depuis les années 2000, positionnant l'Afrique comme la deuxième région du monde à la croissance la plus rapide après l'Asie, cette croissance ne s'est pas accompagnée d'une création d'emplois substantielle ni d'une réduction significative des niveaux de pauvreté. La pauvreté reste donc un défi urgent dans la majorité de ces pays.

Les opinions contradictoires amènent à s'interroger sur les bienfaits de l'aide étrangère et le débat sur l'efficacité de l'aide au développement pour le décollage économique de chaque pays reste donc ouvert.

La RDC, comme de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, fait face à d'importants bouleversements économiques et sociaux depuis les années 1980, marquées par une crise de la dette et la mise en œuvre de programmes d'ajustement structurel pour revitaliser son économie. Entre 1980 et 2020, le PIB par habitant du pays a diminué de 51 %, et environ 62 % de la population vit avec moins de 2,15 dollars par jour. La faim et la malnutrition demeurent des défis majeurs, touchant une grande partie de la population, tandis que les inégalités économiques sont profondes, avec un coefficient de Gini de 42,1, indiquant des disparités importantes entre les plus riches et les plus pauvres. La RDC se classe également parmi les pays les moins performants en termes d'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), se classant au 147<sup>e</sup> rang sur 149.

Malgré ces défis, la RDC a reçu une aide au développement sous forme de prêts et de dons entre 1980 et 2022, représentant 5 % du PIB en 2020. Cependant, l'impact de cette aide reste limité en raison de la corruption généralisée qui touche tous les secteurs de la société, notamment l'administration douanière et fiscale et la gestion des entreprises publiques. La mauvaise gouvernance, les crises politiques récurrentes,

L'insuffisance des infrastructures et la faiblesse des institutions font qu'il est difficile pour le pays de sortir du cycle de la pauvreté et de la mauvaise gouvernance, ce qui entrave son progrès économique et social.

Dans cette situation, une question centrale se pose : « L'aide au développement est-elle efficace ? » En d'autres termes, l'aide au développement aide-t-elle le développement de la RDC ?

Dans le cadre de cette étude, la démarche méthodologique suivie a d'abord consisté à examiner la littérature existante sur le sujet, en identifiant les différentes théories et les résultats empiriques déjà établis. Ensuite, l'étude a exploité la technique économétrique à travers les propriétés de cointégration. Les Approches économétriques par utilisation de modèle ARDL ont été mises en contribution pour voir l'effet de long et court terme de l'aide sur la croissance économique. Cette étude a donc fait référence au modèle développé par Burnside et Dollar (1997, 2000) tout en tenant compte de la spécificité de la RDC. Cette étude couvre la période allant de 1985 à 2023 et les données utilisées sont tirées de différents rapports de la Banque Centrale du Congo ainsi que de la base de données WDI (2023) de la Banque Mondiale.

## I. REVUE DE LA LITTÉRATURE EMPIRIQUE DE L'EFFICACITE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Au fil des ans, de nombreuses études empiriques ont examiné l'efficacité de l'aide au développement, produisant des résultats divers selon le contexte, les méthodologies et les périodes étudiées. Ces études ont exploré l'impact de l'aide sur la croissance économique, la réduction de la pauvreté et des secteurs spécifiques tels que l'éducation, la santé et l'agriculture. En outre, elles ont étudié le rôle de la gouvernance et des institutions dans la détermination de l'efficacité de l'aide, ainsi que la manière dont l'aide réagit aux chocs et aux crises économiques. Les recherches de Burnside et Dollar (1997, 2000) ont montré que l'efficacité de l'aide dépend des politiques économiques des pays bénéficiaires, tandis qu'Alesina et Dollar (2000) ont souligné que des facteurs politiques, économiques et géographiques influencent la distribution de l'aide. Des études plus récentes, comme celles de Duflo et al. (2015), ont utilisé des méthodes expérimentales pour évaluer l'impact de l'aide sur les décisions budgétaires des gouvernements, soulignant l'importance de comprendre les mécanismes sous-jacents. Rajan et Subramanian (2008) ont constaté que l'aide a un impact positif sur la croissance économique des pays à faible revenu, mais que cet effet diminue à mesure que les niveaux de revenu augmentent. Gupta et al. (2015) ont suggéré que l'aide est plus efficace dans les pays dotés d'institutions solides. Enfin, Banerjee et Duflo (2019) ont souligné l'importance du contexte et de l'adaptation des interventions, en préconisant une approche pragmatique et fondée sur des données probantes pour évaluer l'efficacité de l'aide.

Au cours des dernières décennies, de nombreux travaux de recherche ont remis en question l'impact de l'aide au développement sur la croissance économique. Plusieurs études menées dans les années 1980 et 1990 ont conclu que l'aide n'avait aucun effet positif, voire une relation négative avec la croissance. Des auteurs comme Mosley, Dowling et Hiemenz, et Boone ont constaté l'inefficacité de l'aide, tandis que Griffen (1970) a même suggéré une corrélation négative entre les deux variables. L'échec des politiques d'ajustement structurel et la fin de la guerre froide ont intensifié ce scepticisme, conduisant à une crise de légitimité de l'aide internationale à la fin des années 1990. Parallèlement, des économistes comme David Ricardo et William Easterly ont critiqué les modèles traditionnels, comme la théorie du « déficit de financement », soulignant leur inadéquation avec les réalités sociales et politiques des pays en développement. Easterly, en particulier, a remis en question l'efficacité de l'aide, affirmant que la relation entre l'APD et la croissance économique n'est pas systématiquement positive, et a souligné l'importance des institutions et des politiques économiques dans la détermination de l'impact de l'aide.

D'autres chercheurs, comme Dambisa Moyo et Angus Deaton, ont émis des critiques importantes. Moyo a fait valoir que l'aide exacerbe souvent les problèmes des pays africains en favorisant la dépendance et la corruption, et a plaidé en faveur de sources de financement alternatives comme les investissements privés. Deaton, en analysant les données de panel sur l'aide en Afrique, a souligné l'inefficacité d'interventions spécifiques en raison de la diversité des contextes. Il a également souligné l'absence de mécanismes de responsabilisation dans l'aide à la santé, soulignant que la faiblesse des systèmes de santé dans les pays bénéficiaires limitait son impact. Ces travaux ont contribué à remettre en question le modèle traditionnel d'aide au développement, en appelant à une approche plus sensible au contexte et à une implication active des bénéficiaires locaux.

## II. ANALYSE EMPIRIQUE DE L'EFFICACITE DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT SUR CROISSANCE ECONOMIQUE EN RDC

Ce point se concentre sur l'évaluation de l'efficacité de l'aide au développement sur la croissance économique en RDC à l'aide d'une approche empirique. L'objectif est d'évaluer, au moyen de modèles économétriques, l'impact direct de l'aide sur la croissance et de déterminer si cet impact est influencé par les conditions macroéconomiques du pays. En considérant les caractéristiques économiques et les spécificités structurelles de la RDC, l'analyse s'appuie sur des données empiriques pour fournir des résultats solides pouvant éclairer les politiques publiques et les stratégies de gestion de l'aide.

### 2.1. Spécification du modèle

Les fondements théoriques du modèle s'inspirent de la théorie du modèle Harrod-Domar (Easterly 1999, 2001) qui a constitué une base solide sur les éléments instigateurs de la politique d'aide internationale. Vue comme une solution optimale pour des pays se trouvant dans une situation que Solow (1965) a appelé plus tard le « piège du sous-développement », l'aide internationale a également joué un rôle important dans les modèles à « double déficits » de Hollis Chenery et Alan Strout (1966).

S'appuyant sur les travaux de Burnside et Dollar, qui ont souligné que l'impact de l'aide au développement sur la croissance économique dépend de l'environnement économique et institutionnel des pays bénéficiaires, cette étude examine empiriquement les effets de l'aide au développement sur la croissance économique en RDC. L'analyse est structurée en deux composantes principales : premièrement, l'aide au développement est analysée comme la seule variable d'intérêt ; deuxièmement, un terme d'interaction entre l'aide au développement et l'environnement macroéconomique est introduit pour évaluer l'efficacité de l'aide. Les modèles économétriques à estimer sont formulés comme suit :

$$PIBH = \alpha_0 + \alpha_1 \ln PIBH_t + \alpha_2 Aide_t + \alpha_3 Polec_t + \alpha_4 FBCF_t + \alpha_5 M2_t + u_t \quad (1)$$

$$PIBH = \alpha_0 + \alpha_1 \ln PIBH_t + \alpha_2 Aide_t + \alpha_3 Polec_t + \alpha_4 Aide * Polec_t + \alpha_5 FBCF_t + \alpha_6 M2_t + u_t \quad (2)$$

Polec qui est un indicateur agrégé des politiques économiques affectant la croissance économique est déterminé par l'équation suivante estimée par Burnside et Dollar (2000) :

$$Polec = 1.28 + 6.85 \text{ surplus budgétaire} - 1.40 \text{ Inflation}_t + 2.16 \text{ Ouverture comm}_t \quad (3)$$

### 2.2. Test de stationnarité des variables

Afin d'étudier la stationnarité entre les variables, la littérature propose plusieurs tests de racine unitaire. Deux tests de racine unitaire sont usuellement utilisés, à savoir le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et celui de Phillips-Perron (PP). Dans le cadre de ce travail, nous avons recouru au test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) afin de tester la stationnarité entre les variables.

Tableau I. Résultats de tests de la stationnarité des séries

Variables	En niveau			En différence			Modèle	Ordre d'intégration
	ADF	VCM (5%)	Décision	ADF	VCM (5%)	Décision		
TXPIBH	-1.88	-1,95	Ns du type DS	-4.99	-1,95	S	1	I(1)
LPIBHi	-4.74	-2,97	S				2	I(0)
APD	-2.91	-1,95	S				1	I(0)
POLEC	-1.70	-1,95	Ns du type DS	-2.98	-1,95	S	1	I(1)
AIDEPOLCO	-1.73	-1,95	Ns du type DS	-5.53	-1,95	S	1	I(1)
FBCF	0.28	-1,95	Ns du type DS	-6.94	-1,95	S	1	I(1)
M2	-7.91	-3,57	S				3	I(0)

Source : L'Auteur à partir des résultats d'Eviews10

N.B. : S= Stationnaire, NS= Non stationnaire

De la lecture du tableau III, nous constatons que les variables du modèle sont intégrées d'ordre différent. Les variables TXPIBH, POLECO, AIDEPOLCO et FBCF sont intégrées d'ordre 1 (stationnaires après la première différence) et le reste des variables sont intégrées d'ordre 0 (stationnaire à niveau). Compte tenu du fait que les séries sont intégrées à des ordres différents, le test de cointégration de Engle et Granger

(cas bivarié) et celui de Johansen (cas multivarié) sont inefficaces, et rend opportun le test de cointégration aux bornes (Pesaran et al., 2001).

### 2.3. Résultat des Estimations

Avant d'estimer les relations de long et court terme, les tests de robustesse ont été effectués tels que les tests de normalité, d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation des erreurs. Les résultats de ces tests attestent que les résidus présentent toutes les propriétés recherchées. Le test de normalité renseigne que les résidus sont normalement distribués. Pour les tests d'hétéroscédasticité et d'absence d'autocorrélation, les résultats indiquent que, les hypothèses nulles d'absence d'hétéroscédasticité et celles d'absence d'autocorrélation sont toutes acceptées.

#### 2.3.1. Résultats d'estimation de la relation de long terme

**Tableau II. Relation de long terme**

	Régression 1	Régression 2
LPIBHi	<b>-1.250</b> [-1.842]*	<b>-0.301</b> [-2.146]**
APD	0.012 [1.233]	0.002 [1.168]
Poleco	<b>-0.0003</b> [-2.277]**	<b>0.00098</b> [3.317]**
Aide*Poleco	-----	-0.000261 [-4.181]**
Formation Brute du Capital Fixe (FBCF)	0.137 [1.537]	0.026201 [1.141]
M2	-0.135 [-1.369]	<b>-0.058</b> [-2.449]**
Constante	6.713 [1.878]*	2.087 [2.716]**

**Source** : Auteur, sur base des différents tests des résidus du modèle ARDL sous Eviews.

- La variable dépendante est le taux de croissance du PIB réel par habitant.
- Les termes entre crochets correspondent à t-statistic.
- \*\*\*, \*\*, \* utilisés pour désigner les Tests significatifs respectivement au seuil de 1%, 5% et 10%.

D'après la régression de long terme de l'équation 1, les variables PIBH initial (LPIBHi) et Poleco (environnement macro-économique) sont statistiquement significatives. Par contre, la variable APD (aide publique au développement) n'est pas statistiquement significative malgré le signe attendu.

En se basant sur l'effet croisé de l'aide au développement et de la qualité de politiques économiques, les résultats empiriques renseignent un impact négatif de l'aide sur la croissance économique ce qui confirme la thèse de Griffen (1970) qui a évoqué une corrélation négative entre ces deux variables (aide et croissance économique). Dans le même ordre d'idée, William Easterly, Ross Levine, et David Roodman (2004), ont remis en question les conclusions de Burnside et Dollar (2000), selon lesquelles l'aide au développement ne serait efficace et n'affecterait positivement la croissance économique que dans les pays qui mettent « en œuvre de « bonnes » politiques macroéconomiques.

**Tableau III. Relation de court terme**

Variables	Estimation 1	Estimation 2
D(LPIBHi)	698.36 (1.521)	4114.97 (1.85)*
D(APD)	<b>0.096</b> <b>(1.829)*</b>	<b>0.12</b> <b>(1.247)</b>
D(POLEC)	-0.0006 (-0.716)	-0.011 (-1.56)
D(AidePolec)	-----	<b>0.0008</b> <b>(1.318)</b>
D(AidePolec(-1))	-----	0.003 (1.65)

D(AidePolec(-2))		0.004
	-----	(1.539)
D(AidePolec(-3))		0.003
	-----	(1.832)
D(FBCF)	-0.056	-0.143
	(-0.618)	(-0.984)
D(M2)	-0.447	-2.24
	(-3.351)**	(-1.919)*
<hr/>		
R-squared		
	0.976	0.976
Adjusted R-squared	<b>0.945</b>	<b>0.945</b>
F-statistic	<b>6.650</b>	<b>6.650</b>

**Source** : nous-même auteur

- La variable dépendante est le PIB réel par habitant en logarithme.
- \*\*\*, \*\*, \* utilisés pour désigner les tests significatifs respectivement au seuil de 1%, 5% et 10%.

A travers les résultats du tableau III, il apparaît qu'à court terme, l'aide au développement est positivement corrélée avec la croissance mais son effet devient non significatif. De même, l'effet croisé de l'aide et de l'environnement macroéconomique est positivement corrélé avec la croissance mais statistiquement non significatif. Ces résultats confirment que dans les pays tel que la RDC où l'environnement de politiques macroéconomiques est faible voire malsain, l'aide n'a pas effet sur la performance économique.

## CONCLUSION

Cette étude a examiné la relation entre l'aide au développement et la croissance économique en RDC, avec pour objectif principal d'évaluer l'efficacité de l'aide dans un environnement macroéconomique propice au décollage économique. En utilisant des modèles économétriques, notamment le modèle ARDL adapté au contexte congolais, l'étude visait à déterminer si l'aide au développement avait un impact significatif sur la croissance économique et si cet impact était conditionné par l'environnement macroéconomique.

Les résultats indiquent que malgré les efforts récents de stabilisation du cadre macroéconomique et les nombreux projets financés par des prêts et des dons, l'impact de l'aide reste limité en RDC. Par ailleurs, l'interaction entre l'aide et l'environnement macroéconomique a révélé un impact négatif et significatif sur la croissance à court et à long terme.

Ces résultats enregistrés soulignent l'urgence de procéder à des réformes globales de l'environnement macroéconomique en RDC et de gérer plus efficacement l'aide au développement. Les mesures recommandées comprennent des ajustements budgétaires, des réformes fiscales, des investissements dans les infrastructures et une meilleure gouvernance. Au niveau international, le gouvernement congolais devrait renforcer les partenariats bilatéraux et multilatéraux en vue de mobiliser des ressources supplémentaires pour le développement. Du point de vue des donateurs, il est impératif de lier l'octroi de l'aide à des politiques visant à réduire les inégalités et à améliorer la transparence. Une évaluation approfondie de la manière dont l'aide est allouée et utilisée est essentielle pour garantir sa véritable contribution à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

## BIBLIOGRAPHIE

- ACEMOGLU, D. et JOHNSON, S., « Disease and Development : the effect of life expectancy on economic growth », *Journal of Political Economy*, Volume 115, N° 6, 2007, pp. 925-985.
- ALESINA, Alberto, DEVLEESCHAUWER, A., Easterly, W., Kurlat, S., Wacziarg, R., « Fractionalization », *Journal of Economic Growth*, Volume 8, N° 2, 2003, pp. 155-194.
- AMEWOA, A. K., *L'aide au développement aide-t-elle le développement ? Le cas de l'Afrique Sub-Saharienne*, Thèse Sciences Economiques, Université de Limoges, 2008.
- BARRO, Robert J., SALA-i-Martin, Xavier., *Economic Growth*, MIT Press, 2004.
- BURNSIDE, C., DOLLAR, D., « Aid, policies, and growth », *American Economic Review*, Vol 90, N° 4, 2004, pp. 847-868.
- COLLIER, P. et D. DOLLAR, « Aid allocation and poverty reduction », *European Economic Review*, Vol 46, N° 8, 2002, pp. 1475-1500.



- EASTERLY, W., LEVINE, R., & Roodman, D., « Aid, Policies, and Growth : Comment », *American Economic Review*, Vol 94, N° 3, 2004, pp. 774-780.
- GABAS J.-J., GOULET F., ARNAUD C., DURAN J., *Coopérations Sud-Sud et nouveaux acteurs de l'aide au développement agricole en Afrique de l'Ouest et australe. Le cas de la Chine et du Brésil*, Paris, AFD, Cirad, Collection À Savoir 21, 2013.
- GABAS, J.-J., RIBIER, V., « Les déterminants politiques de la mesure de l'aide au développement », *Revue du Tiers Monde*, 2013, N 213.
- GABAS J.-J., CHAPONNIERE J.-R., *Le temps de la Chine en Afrique. Enjeux et réalités au sud du Sahara*, Paris, Karthala-Gemdev, 2012.
- MC GILLIVRAY M., « Réformer la formule : commentaires. Efficacité de l'aide et régimes de politiques économiques dans les pays receveurs », *Revue d'économie du développement*, Vol.19, 2005, p.119-127.
- OCDE, *Comparaison des systèmes de gestion de la coopération au développement dans les pays de l'OCDE membres du CAD*, Paris, OCDE, 1999.
- RAJAN, R. G., & Subramanian, A., « Aid and Growth : What Does the Cross-Country Evidence Really Show ? » *The Review of Economics and Statistics*, Vol 90, N° 4, 2008, pp. 643-665.
- RODRICK D., *The Globalization Paradox. Democracy and the Future of the World Economy*, New York, Norton & Company, 2011.
- SACHS, J. D., WARNER, A. M., *Economic reform and the process of global integration*, Brookings Papers on Economic Activity. Microeconomics, 1995.
- SACHS, Jeffrey D. and ANDREW M. WARNER., « The Big Rush, Natural Resource Booms And Growth », *Journal of Development Economics*, Vol 59, N° 1, Jun 1999, pp. 43-76.
- SEVERINO, J.M., SUBERVIE, J., *L'aide publique au développement : Enjeux et critères d'efficacité*. De Boeck Supérieur, 2015.
- STIGLITZ J., *Le prix de l'inégalité*, Paris, Les liens qui libèrent, 2012.
- Zacharie A., *Mondialisation : qui gagne et qui perd. Essai sur l'économie politique du développement*, Editions Le Bord de l'Eau, Collection La Muette, 2013.